



**Contribution Prosodie à la consultation
publique :
Méthodes de comptabilisation, de
recouvrement et de tarification des coûts
liés aux demandes de conservation des
numéros fixes en métropole
Juillet 2011**



Question n°1 : Avez-vous des remarques concernant les étapes du processus nominal de conservation du numéro fixe ?

Notre seule remarque concerne les numéros SVA dont le traitement des demandes n'a pas encore été automatisé à travers le protocole d'échanges inter-opérateurs de l'APNF. De ce fait, les demandes de conservations de numéros SVA ne font pas l'objet d'annonces de prévisions. Des travaux sont cependant en cours pour les intégrer dans la prochaine version du protocole d'échanges inter-opérateurs.

Question n°2 : Avez-vous des remarques concernant les typologies de processus décrites ci-dessus ? Complétez si besoin.

Nous n'avons pas de remarques.

Question n°3 : Avez-vous des remarques concernant les typologies de coûts existants et les modes de recouvrement selon le rôle de l'opérateur dans le processus de conservation du numéro fixe ?

Nous n'avons pas de remarques.

Question n°4 : Partagez-vous les principes retenus dans l'évaluation des modalités de comptabilisation des coûts fixes et des coûts variables ?

Nous partageons les principes avancés par l'Autorité.

Question n°5 : Avez-vous des remarques concernant les modalités de recouvrement retenues des coûts fixes et des coûts variables ?

Nous n'avons pas de remarques.

Question n°6 : Avez-vous des remarques concernant les postes de coûts recouvrables par l'opérateur donneur ?

Nous n'avons pas de remarques.

Question n°7 : En tant qu'opérateur receveur, dans quel(s) cas de figure (famille de processus notamment) sollicitez-vous une prestation de retour arrière auprès des opérateurs donneur et attributaire (le cas échéant) ? Quelle est la part de ces demandes dans le volume total de portabilité entrante à votre réseau ? A quel coût moyen vous est-il facturé et par quel opérateur (donneur et/ou attributaire – le cas échéant -) ?

Nous ne sollicitons une prestation de retour arrière qu'en cas de conservations « sèches » sur des numéros SVA.

Cependant, le cas est très peu fréquent dans la mesure où, en cas de problème après réalisation du portage, nous privilégions la résolution de l'incident au déclenchement du retour arrière.

Nous n'avons déclenché le retour arrière auprès des opérateurs donneurs et attributaires que dans le cadre d'une seule opération, soit pour environ 0,22 % des numéros portés.



Question n°8 : Avez-vous des remarques concernant les postes de coûts recouvrables par l'opérateur attributaire ?

La prestation liée au traitement de l'appel téléphonique de synchronisation est identique que l'opérateur soit donneur ou attributaire.

Question n°8bis : Actuellement, la prestation de préfixage réalisée par l'opérateur attributaire pour les appels vers les numéros SVA portés est facturée à l'opérateur receveur contrairement aux appels vers les numéros interpersonnels portés, pour lesquels le préfixage est facturé à l'opérateur appelant. Que pensez-vous de l'hypothèse de basculer, dès janvier 2012, cette facturation sur l'opérateur appelant afin d'inciter les opérateurs à mettre en place un routage direct à destination de ces numéros ?

Aujourd'hui, les opérateurs n'ont aucune motivation pour router directement les appels vers les numéros SVA portés. Seule la facturation de la prestation de préfixage par les opérateurs attributaires serait de nature à inciter les OBL à préfixer eux-mêmes les appels, ce qui se traduirait par une optimisation du routage vers ces numéros.

Par ailleurs, la facturation actuelle de la prestation de préfixage constitue un frein concurrentiel puisque ce surcoût est injustement supporté par l'opérateur receveur.

Nous dénonçons depuis des années cette situation et nous considérons qu'elle ne devrait pas perdurer au-delà de cette année. Nous sommes ainsi très favorables à l'hypothèse de basculer, dès janvier 2012, la facturation de la prestation de préfixage par l'opérateur attributaire à l'opérateur appelant.

Question n°9 : Quels coûts directs variables identifiez-vous en cas de processus manuel du fait de l'opérateur receveur ?

En cas de processus manuel, les échanges se font par courrier électronique et nous estimons la durée moyenne de traitement d'une telle demande d'environ 30 minutes.

Question n°10 : Selon vous, les coûts directs variables sont-ils liés au nombre de séquences de numéros à porter indépendamment de la taille des séquences de numéros ?

Les coûts directs variables dépendent uniquement du nombre d'opération à réaliser, ils sont donc liés au nombre de séquences à porter indépendamment de leur taille.

Question n°11 : Quelle est la durée moyenne de traitement manuel d'une demande de fiabilisation sur le marché entreprise ?

La durée moyenne est d'environ 30 minutes.

Question n°12 : Quelle est la durée moyenne de traitement manuel d'un appel téléphonique lors d'une conservation de numéro sur le marché entreprise ?



La durée moyenne de traitement manuel d'un appel téléphonique lors d'une conservation de numéro sur le marché entreprise est de 30 minutes. Cependant, ce délai peut varier significativement (de 15 à 60 minutes) en fonction de l'opérateur impliqué.

Question n°13 : Quel est le coût horaire moyen d'un technicien en charge des opérations de conservation du numéro sur le marché entreprise ?

Le coût horaire moyen d'un technicien en charge des opérations de portabilité est de 44 € HT.

Question n°14 : Quel plafond tarifaire estimez-vous raisonnable pour les coûts directement liés à une demande de conservation dans le cas du processus nominal, sur le marché résidentiel ?

Nous n'adressons pas le marché résidentiel.

Question n°15 : Avez-vous des remarques concernant le projet de dispositif ?

Nous n'avons pas de remarques.